Mensuelle N°4

Juin 2011



OPTIONS FUTURS



MEDIA, DEVELOPPEMENT DURABLE, **PROSPECTIVES**

SOMMAIRE

DOSSIER OCEAN

D. Martin Ferrari et **Laurent Samuel**

-P 2 : pêche

-P 3 : pêche (suite)

-P 4 : habiter la mer

-P 5 : les menaces de

l'offshore

P 6- ENERGIE

L'Allemagne solitaire Loïc Chauveau

RIO +20

P 7: IT Liz Thomson

Ben Cramer

P 8/9 : conférence du 4

/07 Comité 21

D. Martin Ferrari`

Parc National Amazonien

P 10 et 11

DEBAT

P 12 Réinventer le progrès

Muriel Labrousse

A VOIR

P 13 la ville végétale

Nathalie Verdier

A LIRE

P. 14 Le pire et le meilleur

P 15-: AGENDA

Arrêt sur images

Abonnement

P 16

EDITO

C'est l'été. Les feuilletons se poursuivent, du mariage princier à l'affaire DSK, l'été des tabloïds sera nourri de « sous préfet à la campagne », car nos candidats de tous bords , n'ont pas fini de se montrer auprès des cochons des fermes bio, sur les plages où les algues vertes commencent à s'amonceler, ou au chevet de Fessenheim, la vieille dame qui vient d'en reprendre pour dix ans?

Pour vous souhaiter de bonnes vacances, nous avons choisi le voyage. Sur les océans, terres d'exploration et de conquête pour le siècle à venir. Mal protégés, surexploités, le sort qui leur est actuellement réservé n'est pas des plus réjouissants : nous avons saboté la terre, il nous reste quelques décennies pour salir la mer!

Mais pas de pessimisme, nous disent les maîtres de la communication : des initiatives heureuses pourraient servir de modèle. L'Allemagne, en solitaire, courageusement vient de sortir du nucléaire. Prépare-t-elle le boom économique européen de demain, tandis que la France aura à gérer fissures et stockages de déchets?

Grâce à un voyage de presse de l'Association des Journalistes de l'Environnement (AJE), nous avons parcouru la Guyane : ce département d'Outremer qui représente la première forêt tropicale d'Europe et 80% de notre biodiversité, est malmenée par les chercheurs d'or et maintenant, par l'exploration pétrolière offshore. Mais, pas à pas, grâce à la volonté de quelques convaincus, le Parc National, le grand parc Amazonien, s'organise. Les tribus locales, même non reconnues par la France, se font entendre. Les premières certifications pour le bois de Guyane devraient bientôt tomber, et les normes énergétiques européennes s'imposent dans le bioclimatique.

Autre bonne nouvelle, Rio+ 20, sort enfin des limbes. Le forum organisé au Palais Brongniart, par le Comité 21, lundi 4 Juillet avait quelque chose de « pêchu »! L'envolée lyrique de Brice Lalonde « ce sommet c'est vous... C'est ceux qui veulent, qui l'emportent », était faite pour redonner un peu de courage. Cette belle réflexion sur le monde que nous voulons demain, initiée à Rio en 1992, finalement ce sera aux citoyens de la terre à l'imposer à ceux qui seront nos candidats demain: 50% de la population mondiale a moins de 30 ans, un abîme d'espoir!

Dominique Martin Ferrari



De l'Europe à l'ONU, une régulation internationale de la pêche insuffisante et contestable

Le 13 juillet prochain, en pleines vacances, la Commission Européenne présentera un projet de réforme de la politique européenne de la pêche. Il y a quelques semaines, Richard Black, responsable environnement de BBC News, a fait sensation en révélant que ce projet inclurait un marché des quotas de pêche.

Par Laurent Samuel

Cette indiscrétion est une petite bombe pour tous ceux qui craignent la concentration en marche des industries de la pêche. Chaque navire se verrait allouer pour quinze ans un quota de « droits de pêche » qui, comme pour les droits d'émission de CO2, pourraient être vendus et achetés.

Une hypothèse qui a suscité la colère de certains écologistes, pour qui équivaut à une « privatisation virtuelle des océans ». Selon Alain Le Sann, président de l'association Pêche et Développement, cité par Fabrice Nicolino dans Charlie Hebdo du 22 juin dernier, un tel système d'accélérer la concentration risque économique dans le secteur de la pêche et de ruiner les pêcheurs artisanaux. Pourtant, beaucoup dépend de la façon dont ce système de quotas serait organisé et surtout contrôlé.

La polémique autour des quotas a fait passer au second plan d'autres points moins contestables du projet de la Commission, comme l'interdiction de rejeter en mer les poissons déjà pêchés (une pratique qui concerne jusqu'à 50 % des prises pour certaines espèces) ou la mise en place de « plans multi-annuels basés sur le principe de précaution » pour la restauration des stocks des espèces menacées.

D'ici à 2015 au plus tard, les pêcheries devraient limiter leurs prises à un niveau permettant de « pêcher autant de poisson que possible sans entraîner une baisse des stocks ».Pour autant, on peut se demander si ces « objectifs maximaux soutenables » (maximum sustainable yields) ne relèvent pas de la quadrature du cercle.

Nos références

L'article de Richard Black sur le site de la BBC http://www.bbc.co.uk/news/science-environment-13361822

Le rapport scientifique sur l'état des océans http://www.stateoftheocean.org/ipso-2011-workshop-summary.cfm

Le site de l'association Bloom

http://www.bloomassociation.org/bloom/abysses-home-fr.php

Plus un poisson d'ici 30 ans ? L.S.

Dans ce livre, Stéphan Beaucher, ancien responsable de la campagne océans Greenpeace France et consultant indépendant en gestion et politique de la pêche, dresse un bilan implacable politiques des françaises européennes qui, depuis 40 ans, ont englouti des sommes considérables tout en aggravant le pillage des océans et la situation économique des pêcheurs artisanaux. Il avance aussi des solutions pour une pêche durable, telles que la création d'unités d'exploitation et de gestion concertées. Un livre très clair qui apporte des éclairages originaux sur une question vitale. Car la mer constitue la principale source de protéines pour le tiers de l'humanité.

Plus un poisson d'ici 30 ans? Surpêche et désertification des océans, Stéphan Beaucher, éd. Les Petits Matins. 18 euros

Brève

D'après une enquête de l'association Bloom, 90 % des cantines scolaires françaises servent des poissons profonds, comme le hoki, la daurade sébaste, le grenadier de roche ou la lingue bleue. Et près de 50 % d'entre elles proposent de la saumonette, terme dissimulant des espèces de requins menacées d'extinction.



De l'Europe à l'ONU, une régulation internationale de la pêche insuffisante et contestable

AU PROCHAIN RENDEZ VOUS DE RIO + 20 / LES OCEANS

Dès le 8 Juin 2011, journée internationale des océans, 183 pays incluant 44 petites îles décidaient de préparer un solide bilan pour Juin 2012/ inventaire des bonnes pratiques, mise en commun des données, critiques des politiques ayant échoué et bien sûr sensibilisation majeure à la richesse que représente les océans et les écosystèmes pour les peuples. Un rendez vous important aura encore lieu avant Juin 2012, celui de la COP 17 le 3 Décembre prochain à Durban en Afrique du Sud. Afin de mesurer les efforts accomplis dans ce secteur, pour tous ceux qui en ont le courage les recommandations faites en 1992 et en 2002 à Johannesbourg sont en ligne : cliquez ici

../...Et cela d'autant plus qu'un rapport d'un explosif groupe d'experts internationaux, rendu public le 20 juin place la pêche dernier. (avec réchauffement climatique, la pollution et la destruction des écosystèmes) comme l'une principales causes des effondrement sans précédent de la biodiversité dans les océans. Ces scientifiques réunis par l'IPSO (Programme international sur l'état des océans) et l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature) dénoncent la responsabilité de la surpêche dans la destruction des coraux.

Selon Philip Weaver, professeur de géologie et géophysique et spécialiste des grands fonds marins, « 30 à 50 % des dégâts infligés aux coraux sont dus à la pêche en eaux profondes ». Celle-ci était au centre d'une conférence de presse organisée le 10 mai dernier à Paris par Bloom (association française pour la protection des océans fondée par Claire Nouvian), la Deep Sea Conservation Coalition, la Fondation pour la Nature et l'Homme et Greenpeace. « La pêche en eaux profondes est principalement pratiquée avec des chaluts profonds qui entrent en contact avec le fond marin et détruisent les écosystèmes ainsi que les organismes marins qui s'y trouvent », ont rappelé ces associations. « Son impact sur l'environnement est fort, mais sa valeur économique est faible, car les pêcheurs cherchent principalement trois espèces,

mais en attrapent près de 80 autres dans leurs filets, qu'ils doivent rejeter en mer », a précisé Philip Weaver. Les associations seront sur le qui vive pour le processus de révision de l'application des résolutions de l'ONU sur le chalutage en haute mer, qui sera lancé en septembre prochain à New York. L'adoption de la nouvelle politique européenne de la pêche, quant à elle, n'interviendra qu'en 2013. L'action internationale va moins vite que le rythme de la dégradation des écosystèmes marins...

Laurent Samuel

Les chiffres de la pêche selon la FAO

50% des stocks de pêche sont en limite maximale de leur capacité biologique de production, (80% selon Green peace) 25% sont surexploités et 25% sous exploités. Il n'y a pas eu à l'échelle mondiale, d'amélioration significative au cours de ces dernières années. On estime également que 37% des habitats ont été détruits. Les espèces de grande taille, à durée de vie longue, souvent prédatrices sont plus prisées que les plus petites à fécondité élevée, peu exploitées et favorisées par la diminution de l'abondance de prédateurs surexploités.

L'union européenne, au lieu de résoudre les problèmes de surpêche a délocalisé ses flottes vers le Sénégal ou la Mauritanie. Elle n'est pas la seule : la Chine « laboure » les mers du golfe de Guinée. Greenpeace réclament des accords moins opaques :

http://oceans.greenpeace.fr/greenpeace-invitedes-pecheurs-artisanaux-africains-a-donner-dela-voix-en-europe



NOUVELLE FRONTIERE

Depuis 2007, l'IDDRI et l'AFD s'associent pour concevoir « Regards sur la terre », l'annuel du développement durable, publié cette année aux éditions Armand Colin.

Le dossier 2011 est consacré aux océans. Une nouvelle frontière vient de s'ouvrir aux hommes. Alors que les terres se font rares, les nouvelles techniques d'exploration rendent accessibles longues distances et profondeurs. Déjà 90% du transport mondial se fait sur les mers, tandis que se développent éolien off shore, énergies marines, forages en eaux profondes, nodules, pêches, recherche de molécules...la mer devient peu à peu le nouveau terrain de jeu des états et nouvelle source de convoitise. A peine découvertes, les ressources mal connues connaissent la surexploitation, les risques nouveaux apparaissent (cf p 5). Les océans restent avant tout « malades de la terre », 80% de la pollution marine provenant des activités terrestres. Autant de nouvelles activités non encadrées à ce jour par la législation de l'environnement. « terra nulla » sur une majorité de sa surface, l'océan est encore un empire à conquérir et cette course a commencé. A Nagoya, déjà les espaces maritimes protégés sont passés de 5 à 11% . Rio+20 leur accordera une part importante et peut être la mise en œuvre d'une nouvelle convention.

maritime que met en lumière l'édition 2011 de *Regards sur la Terre... Océans : la nouvelle frontière*, se veut un reflet distancié du monde maritime actuel, entre des objectifs de développement et des exigences de préservation, eux mêmes reflets d'une société internationale aux nombreux intérêts conflictuels ».

« C'est cette profonde mutation du monde

Moby Dick

HABITER LA MER

Il y a quinze ans nous rencontrions Jacques Rougerie à Monaco au cours d'une superbe exposition sur des projets architecturaux sous marins L'homme a de la suite dans les idées. Après des années de recherche sur l'adaptation des matériaux et des formes à la vie sous marine, il travaille désormais à rendre le milieu vivable. Il se définit lui-même comme un mérien « Un marin, c'est un aveugle de la mer, un Mérien, c'est un être en osmose avec le monde subaquatique... L'homme s'est toujours adapté aux changements de son environnement et continuera à le faire. Les Mériens seront les pionniers d'une nouvelle ère où la mer tient une nouvelle place...Il faut pérenniser l'homme sous la mer, et pour cela il faut lui bâtir une culture propre à cet espace. » En 1977, il avait bâti sa première maison sous marine : Galathée. Elle ressemble à une grosse méduse attachée par des câbles et Jacques y a vécu 77 jours. Difficiles. L'homme devra lui aussi s'adapter à la vie sous marine : « On ne dort pas de la même façon, on ne mange pas de la même façon, on ne bouge pas de la même façon. On a besoin de plus de sommeil, de plus d'énergie parce qu'on respire de l'air compensé. »Il ne s'arrête pas là. Un vaisseau sous-marin est déjà dans ses cartons : le seaOrbiter « Il y a une telle potentialité dans cet univers gigantesque qui renferme tellement de choses! »Le visionnaire est pris au sérieux et dessine ville flottante et palais sous marin. Il fait partie de ces optimistes qui pensent que toujours « l'homme chérira la mer » et s'y adaptera. Malgré les menaces : tempête, réchauffement climatique, les hommes poursuivront leur colonisation des côtes.DMF



Jacques Rougerie (DR) ; City in the Ocean ; le musée de l'archéologie sous-marine à Alexandrie (Agence Rougerie).



Les menaces de l'offshore

EN CHIFFRES

Des milliers de documents inédits

publiés par Greenpeace. Il y a un an, le 20 avril 2010, débutait l'une des plus graves marées noires de l'histoire. Après l'explosion de la plateforme de BP, plus de 779 millions de litres de pétrole se sont déversés le long de 700 km de côtes américaines. Plus de 6.5 millions de litres de dispersants chimiques toxiques ont été utilisés. L'accident a causé la mort de onze travailleurs. La marée noire a durablement touché les écosystèmes du golfe, tué en tout des milliers de tortues marines de dauphins, de baleines ou d'oiseaux. Le rapport publié en anglais à partir des mesures faites par des scientifiques indépendants à bord du navire Arctic Sunrise et les nombreux documents, dénis, correspondance entre BP et le gouvernement americain sont sur le site de l'ONG: http://www.polluterwatch.o rg/research

Ce site est aussi un outil interactif Il permet d'aider les communautés locales à demander des indemnisations et à découvrir les causes réelles de la catastrophe.

Contact: A. Valette, Greenpace France.

LA GUYANE FRANCAISE SOUS LA MENACE

Après la catastrophe de Deep Water, le président Obama a décidé un moratoire sur les nouveaux forages offshore en eaux profondes dans le golfe du Mexique et la zone Est des USA. L'UE a recommandé aux États Membres de recourir à leur principe de précaution. Mais la France n'a pas tenu compte de la leçon.

En Février dernier, suite à des débats publics particulièrement bâclés autorisation a été donnée à l'entreprise britannique Tullow pour un forage exploratoire dans les eaux guyanaises à biodiversité extraordinaire, sur la route des pontes des tortues luths, et à quelques centaines de kilomètres des plus belles mangroves du monde. La Guyane française est riche de cet écosystème si particulier qui selon le rythme de l'alluvionnement de l'Amazone couvre tous les vingt ans 300 km de côtes de palétuviers, source de la nidification des crevettes et des poissons.

L'affaire avait débuté en 1970 par des travaux d'Elf au large de Sinnamary. En 2001 le pétrolier britannique Tullow Oil rachète un permis d'exploitation de 32.000km2 dans la ZEE. En 2002, l'entreprise reçoit l'obtention d'un permis de recherche en exclusivité de pétrole et de gaz. Les campagnes sismiques se succèdent, se heurtant au désaccord des pêcheurs prévenus au dernier moment et déstabilisés par l'absence d'accompagnement environnemental de ces campagnes. En 2007, GDF qui s'était associé à Tullow lance une nouvelle campagne d'exploration dans une transparence totale, cette fois accompagné d'une prospection et d'un suivi des risques sismiques sur la faune marine. Finalement GDF se dissocie du projet : il faudra creuser à 2000 mètres de fond, trop coûteux.

Mais pour conserver toute sa légitimité au permis d'exploration, un forage débute sous la responsabilité de la firme Tullow en partenariat avec Shell et Total. Après concertation avec la préfecture, le 3 Mars 2010 le forage commence en pleine ponte des tortues luths, En fin de compte ce sera le point positif : face à la mobilisation des associations dont France Nature Guyane (Sepanguy) et du WWF, les campagnes sismiques ont été accompagnées de suivi des espèces animales dans cette zone encore méconnue. Elles devraient permettre de stopper les tirs si des espèces protégées sont détectées. Ainsi les suivis aériens ont permis d'observer un certain nombre d'espèces emblématiques : cachalots, baleine à bosse, des orques encore jamais répertoriés dans les eaux guyanaises, des globicéphales pantropicaux et des dauphins longirostres.

A 160 km au large de Cayenne va donc s'élever une plate forme pour un forage très profond : 2000 mètres sous l'eau, auxquels s'ajoutent 3000 à 4000 mètres de roche. Cette difficulté particulière oblige la compagnie à demander l'usage de boues à huile , en cours . Tout cela pour d'hypothétiques réserves estimées à une dizaine de jours de consommation mondiale (500M à 1md de barils)

La question des dates d'activation des permis, définie par le code minier, précipite les choses: pour garder le droit d'exploiter futur, il faut forer. Malgré des études qui viennent prouver que l'ouest guyanais (sites de pontes) pourrait être touché par une marée noire. Les pêcheurs ont également demandé la possibilité de faire leurs propres échantillonnages refusant les mesures prises officiellement..au marché au poisson! Grâce au WWF, ils ont obtenu 5000 euros pour conduire cet échantillonnage d'avant exploration qui pourrait leur assurer des compensations en cas d'accident.

Dominique Martin Ferrari



L'Allemagne en solitaire ?

Le 30 juin, le Bundestag a confirmé solennellement qu'en 2022, la dernière centrale nucléaire allemande cessera de produire. A cette époque, le pays sera déjà largement engagé dans la production d'énergie renouvelable. Objectif : 35% en 2020, 50% en 2030, 60% en 2040 et 80% en 2050. Ce plan fait l'objet d'un très large consensus outre-Rhin au point que les «Grünen» ont appuyé la décision de la chancelière conservatrice Angela Merkel.

Par Loic CHAUVEAU

Pour le voisin nucléocrate français, asseoir son approvisionnement électrique sur des sources intermittentes ne paraît pas raisonnable Pourtant, en mai dernier, seulement 4 centrales nucléaires allemandes sur 17 ont fonctionné. Selon l'Institut Fraunhofer les installations solaires bénéficiant de bonnes conditions météo les ont alors suppléées en fournissant au maximum d'ensoleillement à midi une puissance de 13,2GW soit l'équivalent de 10 centrales nucléaires. Sur tous le mois, c'est le soleil qui a fourni la capacité nécessaire pour répondre au pic de consommation d'électricité de tout le pays. *http://www.ise.fraunhofer.de/news/news-2011/solar-power-plants-deliver-peak-load

C'est un premier pas vers la démonstration qu'entend mener l'Allemagne. L'Agence pour les énergies renouvelables qui dépend du Ministère de l'environnement allemand, a mené en 2007 une étude sur une centrale électrique virtuelle composée uniquement de sources renouvelables: «nous avons sélectionné la production de 36 unités de biogaz, éolien et solaire sur le territoire allemand représentant 1/10 000ème de la production nationale actuelle, » explique Undine Ziller, chargée de communication de l'agence. « Avec les prévisions météo, nous avons regardé si la production satisfaisait à la demande au long de l'année avec des simulations d'exportation et d'importation de territoires voisins et en attribuant biogaz. rôle au un central d'adaptation de la production à la demande. Notre démonstration est tout à fait positive ». Lors d'un débat organisé le 29 juin par l'association réflexion pro-européenne de «Europa nova », le député UMP Alain Gest a brocardé une nouvelle fois la décision allemande, plaidant pour un «nucléaire sûr » contre des « renouvelables intermittentes », peu fiables Le député a également redit le risque d'une baisse de capacité qui entraînerait des achats massifs d'électricité nucléaire en France,

glissant au passage que son «réfléchissait à un tarif d'exportation de l'électricité vers l'Allemagne qui tienne compte de la situation nouvelle ». Pour Hey, secrétaire général du Conseil d'experts sur l'environnement auprès du gouvernement allemand, cette crainte n'est pas fondée: «les échanges entre France et Allemagne représentent moins de 3% de l'électricité produite dans les deux pays et depuis 2004, c'est la France qui achète de l'électricité à l'Allemagne, pas l'inverse». A cela une explication: la consommation de pointe. Plombés par le chauffage électrique, les de consommation grimpent l'hiver à près de 100 GW, tout près de la puissance installée de 125GW tandis que la pointe allemande est de 80GW pour une puissance installée de 140GW (avec il est vrai beaucoup de centrales au charbon et au gaz). La marge de manœuvre est donc allemande quand RTE craint pour cet hiver une rupture d'approvisionnement. Mais au-delà, Christian Hey s'est voulu plus prospectif et moins polémique: «nos politiques énergétiques sont tout à fait convergentes, a rappelé le conseiller du gouvernement allemand. Tous les pays européens s'engagent à 20% d'énergie renouvelable en moyenne pour 2020. La France est le sur même chemin donc l'Allemagne ». Le conseiller s'est par ailleurs félicité que son pays ait résolu de façon consensuelle un débat qui allait nécessairement se poser à la France dans les une ou deux décennies prochaines «car, a-t-il rappelé, il faudra bien que la France prenne la décision dans quelques années de renouveler ou pas son parc nucléaire ». C'est ce qui s'appelle prendre de l'avance.

ENTRETIEN: LIZ THOMSON

Liz Thompson, 50 ans, s'est vue octroyer par le PNUE le prix des champions de la Terre 2008 ; le 2 décembre 2010, Ban Ki Moon la nomme co-coordinatrice exécutive pour la conférence Rio + 20. En même temps que Brice Lalonde, son alter ego. Elle largue les amarres du ministère de l'Environnement et de l'énergie de la Barbade. Parmi les 300.000 habitants de l'île, certains regrettent que le site internet du ministère de l'Environnement soit désormais aux abonnés absents. Elle a su s'imposer dans le paysage écologique des Etats insulaires en voie de développement. En effet, Barbade ou Barbados en anglais a donné son nom à une Déclaration adoptée par 111 nations et à un programme d'Action. Le Réseau des (43) Petits États insulaires en Développement ou, selon les acronymes anglo-saxons, le SIDSN et (Small Island Development States Network) a été initié par le PNUD et l'AOSIS (Alliance of Small Island States) ; il découle directement du Plan d'Action de la Barbade. **Entretien mené par Ben Cramer**



Q. comment vous répartissez vous le 'job' qui vous a été confié ?

L.T. « On nous surnomme les jumeaux », dit-elle le sourire aux lèvres en ajoutant : « moi je suis du tiers monde*, lui du monde développé ». Je m'occupe plus spécifiquement de la croissance verte, de la mise en place de la green economy; j'essaie de m'assurer que le secteur privé se convertisse dans la sustainability, respecte le RSE, considère que cet investissement corresponde à la demande du public. Que les formations dans les grandes écoles de commerce, les business schools du monde intègrent le DD, et forment les cadres de demain au développement soutenable. Je sais qu'à Rio, les gros pollueurs seront la cible de toutes les critiques. Mais ceci est entrain de changer. Prenez par exemple Global compact, cette initiative personnelle de l'ancien Secrétaire Général, destinée à rassembler les entreprises, les organismes des Nations Unies, le monde du travail et la société civile autour de dix principes universels relatifs aux droits de l'homme, aux normes du travail, à l'environnement et à la lutte contre la corruption(http://www.pactemondial.org/liste -des-10-principes.html)

Q. Dans la mesure où il suffit de signer un document et de verser quelques dollars pour en faire partie, la crédibilité de ce 'pacte' n'a-t-elle pas été mise à mal ?

L.T.: Oh, au-delà des critiques, les critères d'adhésion au Global Compact ont évolué et plus de mille entreprises ont été radiées faute de communications des 'bonnes pratiques'. (ndlr: au 1er avril 2011, le Pacte Mondial comptait 8711 adhérents contre 8748 au 1er janvier 2010 – dans le monde dont 6111 entreprises contre 6287).

Q: Y a-t-il des chances de voir à Rio les premiers échafaudages d'une Organisation Mondiale de l'Environnement, ce projet dont les plus grands supporters sont les Français?

L.T. Vous savez, ce sujet n'est pas à l'ordre du jour et je vais vous expliquer pourquoi. Cela fait longtemps qu'il y a des suggestions et maquettes pour transformer le PNUE (UNEP), mais tout ceci n'est pas si simple. Agrandir, coordonner, renforcer. Mais avec Ouelles seraient les susceptibles de fusionner? On ferait du DD sans l'OIT? Faut-il rattacher le PNUE de l'OIT? Les 192 Etats membres ne veulent pas se prononcer. En fait, au stade actuel, il n'existe pas d'appétit particulier pour cette formule. Pour deux raisons : primo le coût. Car une nouvelle agence onusienne, cela implique de nouveaux engagements financiers de la part de ceux qui en sont membres. Et puis, les pays en développement sont réticents : cet OME pourrait être quelque chose comme l'OMC, une formule qui ne pourrait que les désavantager.



Premiers regards officiels

Lundi 4 Juillet, le Comité 21 organisait au Palais Brongniart une conférence pour Rio+20. Le moment de faire un point d'étape entre les réunions de Mars et celle de Septembre prochain. Comme l'a souligné le président du Comité 21 Gilles Bérault la rencontre avait surtout « vocation à faire de la pédagogie » : Autour de trois moments : Comprendre, innover, agir, les principaux acteurs français de la préparation du futur sommet de la terre se sont succédés. Nous y reviendrons plus longuement dans un cahier "spécial Rio+20" à paraître à la rentrée. Ci dessous l'intervention de clôture.

Extraits de l'intervention de clôture par Brice Lalonde, Responsable de l'organisation de Rio+20 avec Liz Jonhson (p8)

« Rio+ 20 : ce n'est pas 1992+20, c'est 2012 + 20 ans : la conférence devra poser les rails de vingt prochaines années. IL faut une vision de long terme quand les rythmes politiques sont de plus en plus rapides. (...) Rio+20 ce sera vous. Les états en sont à « qu'est-ce qu'on va dire ? que va t on faire. ? Pour l'instant, ils ne savent pas ce qu'ils vont produire .C'est à vous de convaincre vos politiques qu'ils doivent respecter leurs engagements. On croit toujours qu'il y a quelqu'un parmi les puissants, là haut, qui prépare les choses. Mais il n'y a personne qui prépare Rio!

c'est ceux qui veulent qui l'emportent (...) Il n'y aura pas de texte de 300 pages écrit avant la conférence, modifié un peu pendant et adopté à la fin en disant : on a gagné! ça ne sert à rien. Laissons le processus le plus ouvert possible et laissons les parties prenantes avancer.

Heureusement, la passion commence à s'emparer un peu de ces questions, le Brésil compte sur la société civile et mobilise la sienne. Entre la réunion de travail et la conférence officielle, il y aura quatre jours. Quatre jours réservés à la rencontre de toute la société civile Ces 4 jours devraient façonner la conférence (...) Aujourd'hui, 50% de la population mondiale a moins de 30 ans, les jeunes sont prêts à se lever contre les dettes que nous leur laissons. Comment peuvent-ils se soulever ? A vous de les aider via internet.

Oui il y a une écologie à la française. Mais à Rio, la France sera dans l'Europe, et sous présidence danoise!...

La coopération internationale est plus nécessaire que jamais, Des mouvements réactionnaires naissent partout, résultats de l'inquiétude. La bataille il faut l'engager au nom d'un avenir meilleur et même avec la promesse que la redistribution peut être portée.

A Rio, on rappellera bien sûr les principes des trois conventions signées en 1992, avec à défaut d'un bilan, une tentative d'inventaire des blocages;

- * l'énergie sera « une star « : il sera demandé de faire de l'accès à l'électricité, un droit universel, via une énergie propre et 40% d'économie.
- * le Brésil tient à ce que l'urbanisation soit un thème majeur de la conférence
- * Il faudra construire « un nœud » entre l'eau, l'énergie et la nourriture
- * Enfin l'économie verte : bonnes pratiques et feuille de route. Mais quelle définition ? il n'est pas exclu qu'un vote virtuel ait lieu pour faire de ce rendez vous, un rendez vous moderne, sortir des routines.

C'est à vous citoyens de dire aux dirigeants « *c'est cela que nous voulons* » :

- * Une aide au développement sérieuse : avec obligation de partage et sources de financements innovants -la France très en pointe - et le mouvement sur une taxe sur les transactions financières commence à être partagé.
- * Quelle gouvernance mondiale voulonsnous? l'OME, idée portée par la France ? En tout cas, réfléchir à comment on « rebooste » l'ONU ?/.......

.../...« Vous serez les acteurs de ce sommet. »

Il faut que dans le débat politique, vous imposiez aux futurs élus : premièrement, voilà ce que nous faisons ; deuxièmement, nous ferions cent fois plus, si vous gouvernants, vous engagiez plus ; troisièmement travaillez en amont, créez des coalitions et dites leur : « nos coalitions prouvent que des millions de gens vous soutiennent dans tous les pays »

Paris le 4 juillet, verbatim

REBONDS (DMF)

Alors faut-il oui ou non une OME? A titre personnel (cf. débat organisé sur l'OME le 17/02/2005 par le Comité 21 : quel chemin parcouru en six ans! (http://www.gaianetwork.com/emissions/options futur/video grand.php?film=dmf OME.flv), j'ai toujours défendu l'idée d'une OME (organisation mondiale de l'environnement) à certaines conditions. Le PNUE représente des états et donc normalement, des citoyens Pour faire face à l'OMC (organisation mondiale du commerce), qui refuse d'intégrer les contraintes environnementales, considérées comme sources de distorsion de concurrence, seule une organisation d'états volontaires prêts à s'engager pour défendre les droits de l'environnement, à l'image des accords de Brettenwood pourrait porter l'économie verte et ses contraintes. Mais à une condition : c'est que ce soient les Etats au nom des citoyens qui s'expriment et non les Etats au nom des multinationales. Cela sous entend une société civile forte. Avancer vers ce schéma n'est pas incompatible avec les négociations onusiennes. ».

Voilà ce que quelques « totems » du forum présents le 4 Juillet en pensent :

- <u>Jean- Pierre Thébault</u>, ambassadeur : « je suis favorable à une structure de type OME. Actuellement, il ya prés de 500 accords multilatéraux sur l'environnement pour lesquels le PNUE (programme des Nations Unies pour l'environnement) n'a pas autorité sans compter les décisions prises au cours des Conférences des Parties (la COP). Sur le plan financier, le financement des accords multilatéraux relèvent du FEM (fonds mondial pour l'environnement) administrativement géré par la Banque Mondiale. L'autorité du PNUE est donc, insuffisante. L'idée de la nécessité d'une réforme plus ambitieuse de la gouvernance de l'environnement et du développement durable s'est donc peu à peu affirmée. Réformer l'ONU prendrait trop de temps. Il fat donc créer une structure ayant des pouvoirs, pourquoi pas sur la base d'accords volontaires.

-Pierre Radanne (4D): « ce serait aller à Rio avec une déclaration de guerre à l'ONU, préférons la proposition brésilienne de création d'une « umbrella » aux côtés du Conseil de sécurité, réunissant les agences de l'ONU »

-<u>Bettina Laville (Comité 21)</u>: « je ne suis pas contre la proposition. Simplement pour l'instant sa formalisation est insuffisante, elle pourrait faire revenir le travail mené sur le développement durable à une simple vision environnementale, et puis attention de ne pas en faire le débat majeur de Rio ».

RIO, MODE D'EMPLOI:

- Les parties prenantes :
- le Secrétariat général de la Conférence
- Les gouvernements et les États
- La société civile, réunissant des représentants d'ONG, d'institutions, d'entreprises, de gouvernements locaux.

CALENDRIER:

- 1° Novembre 2011 Date limite de dépôt des contributions de la société civile
- 15/16 Décembre 2011 : deuxième réunion intersession
- Janvier 2012 : Présentation par les Nations Unies du « draft Zéro document », la base de l'accord à négocier au Sommet
- 28/30 Mai 2012 : 3° et dernière PrepCom
- 4/6 Juin 2012 : conférence Rio+ 20(précédée de quatre jours de forum réservé à la société civile »



LE PARC AMAZONIEN GUYANAIS

Il lui a fallu quinze ans pour sortir des limbes. Initié en 1992 à Rio par François Mitterrand, mené au pas de charge entre 2002 et 2007, avec beaucoup d'erreurs le projet d'un de plus beaux parcs nationaux a rencontré bien des obstacles Et ce n'est pas fini! (siège du PAG, 1 rue Lederson, remire Monjoly 97354 Tel. 05 94 29 12 52 infos@guyane-parcnational.fr)

« Ce n'est ni l'enfer vert, ni l'eldorado, ni le poumon de la planète » tient à rectifier son Directeur Fréderic Mortier. « Ce parc, le plus grand de nos parcs avec 3,4M d'ha, représente 1000 ans d'occupation de la forêt, les mystères et les richesses de la forêt, les interactions encore méconnues des fleurs et de la faune, des savoirs traditionnels. Nous devons valoriser et transmettre, c'est notre première mission ». Mais on ne s'installe pas aussi facilement, même pour en assurer la protection, sur un territoire inconnu, peuplé d'hommes et de femmes à peine identifiés, aux coutumes ancestrales, qui malgré la sédentarisation imposée par la République, conservent la fibre nomade.

De plus, politiquement, le parc correspond à la fracture territoriale Nord Sud. En dessous de la ligne Maripassoula, Camopi: la typhoïde est encore présente, l'eau est non potable, une mosaïque de langues déroutent le francophone... Dix mille hommes recensés y sont soumis aux flux de 5000 chercheurs d'or clandestins (estimés), sans avoir que les autorités n'aient la capacité de faire respecter les régles juridiques de protection. Malgré désormais depuis Fevrier 2007, le parc posséde des limites : son « cœur », (en brun sur la carte), 2M d'ha dans la zone sud et sud est, en bordure du Brésil. Les populations amérindiennes et boushininguées y ont droit de cueillette, de chasse, de pêche, de culture sur les abattis. Autour, c'est la zone dite « de libre adhésion » de 1,4 millions d'hectares, plus d'un tiers de la surface concernée et la plus peuplée (en orange sur la carte)! Il a fallu quatre ans pour fixer les contours intégrant les cinq communes de Camopi, Saint-Elie, Saul, Maripasoula, et Papaichton.



Du jour au lendemain cette zone peut rétrécir puisqu'elle dépend de la libre adhésion des communes à la charte dont l'esprit fondateur repose sur un engagement mutuel et librement consenti de développement pour dix ans, un projet pour le territoire, défini et partagé par l'ensemble des acteurs concernés. Et tout le problème politique renaît : les élus des communes craignent de voir leurs décisions contrecarrées par le Conseil d'administration du parc, les amérindiens ne sont pas prêts à accepter cette charte de libre adhésion, qu'ils comprennent comme une loi imposée,/....



LE PARC AMAZONIEN GUYANAIS

Amérindiens / Tout savoir sur...
Six peuples autochtones sont présents sur le territoire guyanais, à savoir les Lokono (ou Arawak), les Pahikweneh (ou Palikur), les Teko (ou Emerillon), les Kali'na (ou Galibi), les Wayampi et les Wayana... Le nombre d'Autochtones vivant en Guyane est actuellement estimé à quinze mille, et ils ont désormais plus de poids sur la scène politique et économique. Aux yeux de l'administration, de l'école et de la justice, les Amérindiens sont des citoyens français, surinamais, brésiliens Ainsi, dans les conditions actuelles, pour exister aux yeux de l'État et défendre leurs droits,

les Autochtones de Guyane française doivent mettre entre parenthèses leur identité propre; à défaut, on les considère comme des "étrangers" sur un territoire qui est pourtant le leur depuis plus de six mille ans. Néanmoins, les Amérindiens de Guyane tombent clairement sous la définition du terme de "peuple autochtone", tel qu'il est d'usage à l'ONU depuis une vingtaine d'années.

Cette situation sera de plus en plus difficile à tenir par la France dans le cadre de la signature des conventions internationales et particulièrement celle de l'APA dans le protocole de Nagoya.

.../... alors qu'ils devraient s'engager à la négocier. Mais la méfiance est de mise, les promesses de la République ne sont pas tenues: l'eau et l'électricité ne sont toujours pas arrivées et pourtant c'est le préfet qui décide. Comment dès lors faire confiance! Les cultures ont du mal à s'entendre sur les « concepts ». Comment par exemple, définir le droit d'usage ? ou comment expliquer l'argent source d'assistanat ? Le droit d'usage et d'échange était la richesse. L'arrivée de la monnaie avec le RMI en 1986 dans ce territoire a été un choc. Personne ne savait ce qu'était l'argent. Aujourd'hui, encore les orpailleurs brésiliens dépouillent les amérindiens le jour de leur paye. Leur culture est différente « Ils n'ont pas les mêmes valeurs, pas le même rapport au temps. Ils ne se projettent pas, ne conçoivent pas l'avenir. » Politiquement, Ils sont représentés par la FOAG, « mais longtemps celle-ci a parlé au nom des nations amérindiennes sans les consulter, sans vouloir régler les problèmes. Une nouvelle organisation vient de naître, l'ONAG, dirigée par une femme, Florencine Édouard, plus moderne dans sa manière de conduire le débat démocratique, tentant de se rapprocher des collectivités, plus proche des politiques ». ONAG est composée de représentants de chaque Nations Amérindiennes de Guyane ce qui lui confère une légitimité officielle pour dialoguer directement avec l'État Français, de Nation à Nation ! Une vraie revendication coutumière voit le jour, réclamant la maîtrise de la gestion et la reconnaissance de la gouvernance locale.

Dans le cadre administratif du parc, une femme extraordinaire conduit le travail de concertation. Elle s'appelle Cécile Barbier. Formation des jeunes amérindiens, recueil de connaissances, échanges et partage, recul par rapport à la loi pure et dure de la police de la nature, tentative de coordination avec les intéressés de nouveaux modes de gestion..., rien ne lui échappe, la transversalité est son royaume : « Il faudrait que l'idée de développement durable porté par la charte se concrétise, que le parc aide la jeunesse, puisse porter des projets d'amélioration de vie « . Les amérindiens doivent s'approprier des revendications comme le réclame la charte. Dans la zone d'adhésion volontaire c'est le droit commun qui s'appliquera, mais pour les communes, le parc peut être un partenaire très intéressant en matière de développement de projets écotouristiques par exemple, d'inventaire scientifique. Il peut également aider des organismes à s'impliquer et guider le montage de dossiers.

Bref, au moment où l'accès au partage des avantages se met en place les habitants de la forêt devraient peut -être se rapprocher d'un interlocuteur soucieux de leurs intérêts.

Dominique Martin Ferrari



FORUM / DEBAT



« Science, recherche et société. Réinventer le progrès », était le thème du forum organisé le 16 juin par la Recherche et Le monde. Les scientifiques sont inquiets de connaître quel crédit de confiance leur accorde encore l'opinion publique après la vache folle, l'accident de Fukushima et l'affaire du médiator. Autant de problèmes qui ont conduit les citoyens à se poser des questions sur le sens du progrès.



Cette méfiance s'est trouvée confirmée par le sondage réalisé par Ipsos à la demande des deux supports, La recherche et Le Monde, sur les rapports qu'entretiennent les Français avec la science, dévoilé à ce forum. En effet, à la question "Avez-vous confiance dans les scientifiques pour dire la vérité sur les résultats et les conséquences de leurs travaux ? seule une minorité répond oui. .. Et c'est dans les domaines du nucléaire et des OGM que la méfiance est la plus grande (58% pour chaque). Par ailleurs 80% estiment que les citoyens ne sont pas suffisamment "informés et consultés"

L'enquête est intéressante à divers titres, car elle révèle certains paradoxes. Si ce sont dans les scientifiques que 86% des Français ont le plus confiance pour "expliquer les enjeux de la recherche et les débats qu'ils peuvent susciter", l'enquête révèle également un grand scepticisme sur l'indépendance des scientifiques, particulièrement dans le nucléaire, 72% estimant que la sûreté des centrales ne sera pas évaluée de manière indépendante par les scientifiques...

Les grands décrédibilisés sont les politiques (de 18 à 26% de confiance suivant les domaines) loin derrière les enseignants, les journalistes scientifiques, les associations... Tous les intervenants, prenant acte de cette méfiance cherchaient à rassurer, l'expliquant par un déficit de communication, une vulgarisation insuffisante. Nos peurs seraient imputables à un problème de méconnaissance. Les OGM ? pas un problème de sécurité alimentaire...la preuve ? les millions d'américains qui en mangent... Nos niveaux de connaissance sont trop faibles. D'où des peurs irraisonnées, alimentées par la rumeur... Mais si tout le monde s'accorde à estimer qu'il faut plus d'information, beaucoup voit des limites à la démocratie participative... "Jusqu'où une société peut rendre transparente les enjeux, à partir de quel moment la simplification du débat démocratique est compatible avec l'évolution de la science ?" s'interroge Dominique Wolton " Oui à la transparence démocratique, ajoute-t-il, mais ce n'est pas la logique de la connaissance...Ce sera une cohabitation entre 2 logiques contradictoires. Il faut accepter la négociation, le compromis, l'arbitrage, sinon ce sera une démagogie de la science" Pour Axel Kahn « la science peut être un chemin vers le bonheur » à la condition, que les mécanismes du savoir et de la technologie soient au profit du bien-être de l'homme... »

Si les scientifiques ont pris acte de la nécessité d'une transparence sur les conflits d'intérêts éventuels dans les communautés scientifiques, d'un besoin d'éthique, arriveront-ils à descendre de leur tour d'ivoire, à remettre en cause leur statut de "sachant", en acceptant la concertation en amont pour les grands projets de recherche. Pour Dominique Wolton, "la science, comme toute créativité, doit être libre." Et de conclure en s'interrogeant sur une question qui nous concerne : Doit-on laisser libre champ à la recherche, du fait du "savoir", des scientifiques? N'est-il pas démocratique que les grands projets de recherche fassent l'objet d'une concertation en amont ? Peut-on permettre à la science d'être libre comme toute créativité

Muriel Labrousse



A VOIR, A SAVOIR



Jusqu'au 24 juillet, la cité de l'architecture et du patrimoine présente "la ville fertile", une exposition qui propose de regarder différemment la relation entre la nature et la ville : on nous rappelle que la nature est au coeur de la cité, et on lui rend son espace de liberté. Nathalie Verdier

23 Mars 2011 / 24 Juil. 2011



Cité de l'architecture & du patrimoine Palais de Chaillot

Une piqûre de rappel qui a du bon, à l'heure où l'homme veut tout encadrer, diriger, modeler à sa façon, et où les herbes folles ont de moins en moins de lieux d'expression. Il y a, au Palais Chaillot, comme un air de retour aux sources, à la petitesse de l'humain face à l'immensité qu'est la nature. Dès l'entrée, on est ramené à ce contraste : un dépaysement, une immersion totale! On quitte la rumeur de la ville extérieure pour se plonger dans un univers sauvage - le jardin des luxuriantes-, envahi par une jungle végétale, premiers pas de la découverte de cette exposition spectaculaire. Le ton est donné: on devient l'observateur des relations entre la nature et les zones urbaines. Et la cassure est tout aussi brutale qu'enchanteresse. Il fallait au moins cette ambiance pour mettre le spectateur dans le bain. La cité de l'architecture et du patrimoine, se veut, avec cette exposition, le relais des grands débats sur la cité, véritable témoin du mariage ville-nature. Et les

ateliers, des paroles de grands témoins - 10 au total - (comme Bernard Chevassus-au-Louis ou Gilles Clément). L'occasion de rappeler qu'il n'est plus d'actualité d'opposer ville et nature, de bétonner à tout va, de construire aux dépends de l'environ-nement, mais, bien au contraire, que l'équilibre entre la nature et la ville est plus que jamais primordial.

On en ressort avec des envies de verdure et de calme, ca tombe bien, car la fin du parcours est ponctuée d'une géante carte murale recensant 45 destinations "nature" à Paris et alentours. De quoi éveiller ou réveiller ses instincts de « sauvages »!

LE MONDE EST FOU!

Pauvres dromadaires : Ils sont accusés de dégager trop de méthane! En pleine zone désertique, dépouillée de toute industrie, seule ressource pour le lait, le transport..Le monde de la recherche climatique marche parfois sur la tête. "Save the planet by killing camels": Australia's solution to global warming? A false and stupid solution " Le CIRAD s'emporte à juste titre

http://www.cirad.fr/actualites/toutes-lesactualites/(type)/communique-de-presse http://camelides.cirad.fr/





A LIRE



Le livre de votre été ? LA VOIE pour l'avenir de l'humanité, ed Fayard d'Edgar Morin

Bonheur de retrouver une pensée structurée, une si belle écriture, des propositions pour la cité qui s'appuient sur la complexité, l'impuissance paradoxale à laquelle nous livre nos carences cognitives d'habitant du monde occidental. Edgar Morin, une nouvelle fois s'appuie sur une véritable logique du sens et de l'esprit, et pas seulement sur la boîte à outils ou le carnet d'acteurs.

Son appel à une société-monde différente de la globalisation actuelle, nous est cher. Comme de nombreux témoins de l'époque actuelle il constate que « la pensée politique en est au degré zéro », mais il nous propose des solutions : « une nouvelle politique qui obéirait à une double orientation : celle d'une politique de l'humanité, celle d'une politique de la civilisation. Et elle veillerait à penser en permanence et simultanément le planétaire, le national et le local ». DMF

LA PLANETE BRULE, OU SONT LES
POLITIQUES? Denis BAUPIN, ed Hoëbeke
Pour toux ceux qui connaissent Denis
Baupin, maire adjoint de Paris depuis 2001
et membre de l'exécutif d'EELV, en charge
du projet 2012, il est impossible de lui
dénier le sens de l'engagement politique.
Ce livre est donc un cri d'alarme. Face à un
monde en crise, dans lequel les politiques
sont devenus impuissants « maillon faible de
notre société en crise »

S'il fait un grand nombre de propositions pour sortir de l'impasse dans laquelle nous nous engageons, Denis Baupin, homme par excellence du local, a du mal à s'engager politiquement à son tour sur les réformes nécessaires au niveau mondial. En dehors d'une courte proposition (p 305), il reste ancré dans le réel de la ville, sans apporter de propositions à une nécessaire réforme de la gouvernance mondiale qui renforcerait le rôle du politique au delà des États Nations.

UNE SAISON EN GUYANE, au rythme de la nature et des hommes

Une superbe revue de la qualité de *Terre* Sauvage ou Geo., découverte à Cayenne mais en kiosque en France. Cette revue dont le n° 6 vient de paraître, semestrielle, vit son bonhomme de chemin. Autour d'un thème et de trois articles, s'articulent un voyage, des brèves, des infos ciblées développement durable. Des scientifiques de dimension internationale y contribuent. Le choix de son éditeur / auteur / « chef d'orchestre » comme il se désigne, Pierre-Olivier Joy, est celui du « beau », et, il a semble-t-il, réussi. Oubliant magouilles politiques locales et peopolisation, il mène un travail de fond dans un département d'outremer où les journalistes sont des fonctionnaires dans des institutions pures et dures.

Une saison en Guyane est, avec la Semaine Guyanaise, un des seuls journal d'investigation. Chaque numéro change d'équipe rédactionnelle. En 8 jours sur Cayenne, 3500 numéros ont été vendus sur 7000 mis en kiosque.

Ne ratez plus sa parution en France, Options Futurs vous en conseille la lecture.

LES CONTREVERITES DE L'ECOLOGISME, de Stanislas de Larminat ed. Salvator

Il est des livres qu'il faut parfois avoir le courage de lire, afin de se forger des argumentaires. Celui là en fait partie. Les cheveux vous en dressent sur la tête, mais un certain nombre d'informations ne sont pas inutiles pour éviter de tourner en rond dans une pensée unique. Bien sûr, on y trouve une attaque frontale des dossiers : réchauffement, OGM, croissance... A la recherche des fondements éthiques de l'écologisme actuel, Stanislas de Larminat dénonce les tentations qui tirent l'écologie vers une culture de mort.

A ne mettre que dans les mains de personnes bien informées, à l'esprit critique développé.



AGENDA

Pour en savoir plus sur RIO+ 20



www.uncsd2012.org/rio20/ www.uncsd2012.org/rio20/menu=40: newsletter hebdomadaire

www.earthsummit2012.org: plate forme participative mise à la disposition de la société civile par l'ON

collectif-france.rio20.net: blog du collectif France Rio+20

basd2012.org: collectif d'entreprises http://www.associations21.be/Rio-20-c-estdans-moins-d-un-an quelques informations sur la préparation du Sommet

Pour rappel : tout l'historique de Rio 92 à **Rio 2012**

- RIO 1992
- Johannesburg 2002 (voir la vidéo)
- Copenhague 2009

Les documentaires de l'été à visionner sur gaia-network:

tout savoir sur la Guyane :

Littoral en mouvement : réal Emmanuel Réau Sous les alizés, des maisons de bois : réal D. Martin Ferrari (voir la vidéo)

Les Hmongs résistent aux pesticides : réal, Clément Fonquernie (Voir la vidéo)

Quinze ans de bilan de protection de la nature, réal : Véronique Berthonneau (Voir la vidéo) Les yeux de la terre scrutent la forêt, réal :

Véronique Berthonneau (voir la vidéo)

La Pologne à la tête de l'UE :

ce que craignaient les agriculteurs est entrain de se passer : Grande Europe : la fin des paysans? Réal, Remi Rozié http://www.gaianetwork.com/production_nv/film.php?formatique=docu mentaires26&thematique=agriculture&numero=59

ARRET SUR IMAGES



Voyage de presse AJE (15 juin 2011), le site Soyouz à Kourou @Christian Guyard



Voyage de presse AJE, rencontre avec l'ONF à Cayenne @ Yannick Lagoyer



Dans les collections café, cacao, hévéa du CIRAD @C.Guyard

ABONNEMENT: OPTIONS FUTURS

MEDIA, DEVELOPPEMENT DURABLE, PROSPECTIVES

DEJA PARUES

LETTRE N° 1

Dossier Nucléaire

Fukushima

Portrait : Pierre Fournier Diplomatie française : la

mediterranée

Media

LETTRE N°2

Dossier Nucléaire

Corinne Lepage : point de

vue

Portrait: Theo Colborn

Media

A lire: vitesse et contraintes

<u>LETTRE N°3</u>

Dossier PAC

Plan solaire Maghreb

Cannes Media

A lire : Semences <u>LETTRE N° 4</u>

Dossier océan

L'Allemagne, une sortie du nucléaire en solitaire ? Rio + 20

A voir : la ville végétale Arrêt sur images

A PARAITRE LETTRE N°5

Sortie à l'occasion des Ateliers de la terre, le 25/09

Dossier:

La forêt française La forêt équatoriale

africaine

La forêt équatoriale

guyanaise

Suivi RIO+ 20:

la réunion de la société civile du 11/09

10 Numéros par an
- étudiants : 30 euros
- Associations : 50 euros

- Individus : 60 euros

- Entreprises et collectivités : 120 euros et +

Nom.....Prénom.....Adresse....

••••••

Profession Société Site internet.
Adresse courriel Portable.

(Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978,vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous

Règlement par chèque à l'ordre de « media pep's –service Options Futur, 16 rue Saint marc, 75002 Paris.

Tel: 01 82 09 61 06

ou par virement sur le compte media pep's : 718015873 BRED

La lettre **Options Futur** créée au lendemain du sommet de la terre (1992) a été diffusée jusqu'en 2001, puis remplacée par le site internet gaïa- network.com, et par le suivi de l'actualité en ligne. Aujourd'hui, quelques journalistes spécialisés dans le secteur du développement durable, en reprennent la publication soucieux de renforcer l'information internationale, géostratégique et économique du DD. Analyse des media, diplomatie, think tank, débats, point de vue, culture et philosophie...nous tenterons de nous faire l'écho des différentes approches des futurS possibles.

Option Futur devient OptionS FuturS

Fidèle à la culture de ses collaborateurs, OF restera un outil transmedia relayé par le site de Gaia-network.com

De nombreuses vidéos sont d'ailleurs reliées aux articles. Elles sont libres d'accès. Mais si vous désirez les télécharger par souci de respect de nos droits d'auteur, nous vous serions reconnaissants de verser à l'association 10 euros pour les recevoir en dvd.

MENTIONS LEGALES

Marque déposée à l'INPI. Éditée par l'association Media Pep's

Identifiant SIRET : 530 128 800 00014, APE 9499Z Service de presse en ligne CPPAP (en cours) Coordination de la rédaction : D Martin Ferrari

Comité de rédaction : Loïc Chauveau, Ben Cramer, Muriel Labrousse,

Dominique Martin Ferrari, Laurent Samuel, Nathalie Verdier

Abonnement 1 an: 60 euros

Commission paritaire : n° 73085, ISSN 1161- 1553 Webmasters : Nathalie Verdier et Alain Gourarié

Contacts: D. Martin Ferrari, 06 20 79 35 50, media pep's 01 82 09 61 06

Adresse: 16 rue Saint Marc, 75002 Paris